

LETTRE DU CALED 35 - N°11

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

LE CALED C'EST QUOI ?

Le Collectif Antifasciste de Lutte contre l'Extrême Droite c'est un collectif de syndiqué-e-s de l'Union Départementale d'Ille-et-Vilaine, qui a pour but de lutter contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, dans les syndicats, sur les lieux de travail, et dans la société en général. Les réunions mensuelles du CALED sont ouvertes à tous les syndicats et ses membres sont disponibles pour intervenir à propos de l'extrême-droite dans vos réunions syndicales !

L'Edito de septembre 2026

DOUZE FASCISTES EN COLERE

À l'issue du procès en appel, les cadres du Détournement National se sont targués dans les médias d'une quasi-victoire en appel car leur cheffe va pouvoir se présenter à la présidentielle. Si c'est leur compréhension de la décision de la cour d'appel, on comprend mieux leurs diatribes sur le soi-disant laxisme de la justice.

Leur sophisme consiste à inverser le fond et la forme : confirmation de la culpabilité et quantum des peines : « comme les peines sont amoindries c'est que la justice a été sensible à nos arguments » dicit le porte-parole du RN. Que nenni ! **Sur le fond, c'est-à-dire la condamnation pour détournement de fonds publics, la cour d'appel a confirmé la décision rendue par le tribunal de première instance.**

L'arrêt de la cour d'appel a reconnu coupables les 12 prévenus qui avaient fait appel :

- **détournements de fonds publics** pour M. Louis Aliot, M. Nicolas Bay, M. Bruno Gollnisch, M. Fernand Le Rachinel, Mme Marine Le Pen (alors députés européens) ;
- **complicité de détournement de fonds publics** pour M. Nicolas Crochet (alors tiers-payant), Mme Marine Le Pen (alors présidente du parti politique), M. Wallerand de Saint Just (alors trésorier), le Rassemblement National ;
- **recel de détournements de fonds publics** pour Mme Catherine Griset, M. Timothée Houssin, M. Guillaume L'Huillier, M. Julien Odoul (alors assistants parlementaires) ;
- **recel de détournements de fonds publics commis de manière habituelle par personne morale** pour le Rassemblement National.



La cour a évalué à 2,8 millions d'euros les détournements de fonds publics au détriment du Parlement européen. Elle a condamné les prévenus à indemniser son préjudice financier.

Rappelons-nous avec gourmandise l'entrevue de Public Sénat (5 avril 2013) où Marine Le Pen pérorait : « Moi, ma veste est immaculée » avant d'ajouter : « J'ai entendu le Président dire, qu'il faudrait rendre inéligibles à vie ceux qui ont été condamnés – jusque-là j'étais parfaitement d'accord, c'était dans mon projet présidentiel – pour corruption et fraude fiscale. Mais pourquoi pas le reste ? Pourquoi pas pour favoritisme ? Pourquoi pas pour détournement de fonds publics ? Pourquoi pas pour emplois fictifs ? » **La veste est peut-être « immaculée » mais elle se retourne facilement.**

Comme « les mains propres et têtes hautes » qui lessivent les tribunaux semblent être nées avant la honte, cela ne les empêchera pas de :

- Fustiger « l'assistantat » en voulant restreindre le RSA, leurs détournements équivalent à 358 ans de RSA.
- Prôner la tolérance zéro en voulant l'allongement des peines de prison et instauration des peines planchers pour les récidivistes (condamnation définitive pour recel d'abus de biens sociaux en 2024 dans l'affaire Jeanne).

La suite au prochain épisode car le petit Jordan semble déterminé à faire perdurer l'héritage : avec pour l'instant des soupçons d'emploi fictif et de détournements de fonds publics .

En tout cas, espérons que Marine Le Pen avait vu juste quand elle affirmait que « Les Français en ont marre de voir des élus détourner de l'argent » avant d'ajouter : « les Français ne sont pas dupes ».

Face à l'avancée de la vague brune, rempart intersyndical !

Le 14 janvier 2027, à 18h30, à la Salle de la Cité (Maison du Peuple) à Rennes, sera organisé un Grand Meeting Intersyndical Antifasciste.

Seront réunies notamment la CGT, Solidaires, FSU, FO 35, CFDT Confédération Paysanne, Union Pirate...

A destination des syndiqué-e-s, **cette soirée sera l'occasion de réaffirmer que la lutte contre l'extrême-droite et le fascisme est aussi une question syndicale**, à laquelle la mobilisation de tous-tes nos camarades doit répondre. Plusieurs thèmes seront abordés : Racisme, Agriculture, Jeunesse, Fonction Publique... De quoi muscler notre argumentaire et notre détermination sur le terrain, dans nos lieux de travail !

Donc réservez votre soirée, les inscriptions seront bientôt ouvertes !

Votre lecture de la rentrée : les fiches confédérales de la campagne contre l'extrême-droite

Pour commencer sur de bonnes bases en cette rentrée 2026, **le CALED a regroupé en une brochure les 12 fiches confédérales de la campagne contre l'extrême-droite de la CGT**. Rapport au patronat, à l'écologie, aux droits des femmes, aux syndicalistes, à l'Union Européenne ... Ces fiches permettent de mieux comprendre l'extrême-droite et ses impostures. **À l'approche des présidentielles, il est indispensable que les camarades de la CGT s'en emparent pour muscler leur argumentaire !**

Bonne lecture !

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

Erik Tegnér, agent hongrois ou maître-brasseur ?

Le 14 mai dernier ouvrait la brasserie Kerfave à Pléguien dans les Côtes-d'Armor. Dirigé par Eric Rucklin mais financé à plus de 90% par Erik Tegnér, **cette brasserie est l'une des façons qu'a trouvées l'extrême-droite pour s'implanter dans ce territoire tenu par la France Insoumise depuis 2022.**

Au CALED, nous pensions que Tegnér avait définitivement rompu avec ses racines costarmoricaines depuis que **Street Press avait révélé qu'il était grassement payé par le Danube Institute, un institut hongrois proche de Viktor Orban, pour promouvoir les idées réactionnaires de l'ancien premier ministre hongrois.**

Lors de l'ouverture, toute la galaxie de la droite réactionnaire à l'extrême-droite était réunie autour du chroniqueur régulier de CNews. **Face à celle-ci, des collectifs locaux et des syndicats, dont la CGT ont mobilisé près de 400 personnes afin d'afficher la couleur : personne n'est dupe sur le fait que Tegnér n'ouvre pas sa brasserie pour l'amour de la bière mais bien comme l'un de ses atouts pour s'imposer dans le paysage politique des Côtes-D'Armor puisqu'il tient à dire qu'il sera présent tous les week-ends à la guinguette qui a ouvert en parallèle.**



Face à cette entreprise détenue par un militant fasciste condamné à de nombreuses reprises pour incitation à la haine ou mise en danger d'autrui, la ligne est claire : boycott, pas une de ses bières Kerfave dans nos bars !

L'extrême centre frappe encore les étudiants les plus vulnérables

Depuis le premier juillet 2026, les étudiants hors-Union-Européenne non boursiers n'ont plus accès aux APL. Les étudiants extracommunautaires sont exclus du dispositif des bourses sur critères sociaux. Dans un contexte global de la précarisation du monde universitaire, les autres bourses sont quasiment inexistantes. Depuis 2019, les étudiants internationaux sont obligés de payer 2895 euros pour une année en Licence dans le public et 3941 pour une année de Master. Si certaines facs exonèrent encore ses frais exorbitants, avec l'austerité généralisée, elles ne sont plus en mesure de le faire. Le droit de travailler d'une personne séjournant en France avec un titre de séjour étudiant est limité aux 964 heures de travail salarié par an. **Les étudiants extracommunautaires sont déjà trois fois plus nombreux à avoir recours aux distributions alimentaires et autres dispositifs d'urgence. L'article honteux du budget 2026 refusant l'accès aux APL aux étudiants extracommunautaires instaure une préférence nationale de fait, même s'il évite soigneusement cette formulation.** Son application mettra nombreux et nombreuses étudiant.e.s étrangères à la rue, engorgera davantage les services sociaux du CROUS et les dispositifs d'aide alimentaire.

La France souhaite désormais attirer un seul profil d'étudiant international : les enfants des privilégié.e.s du monde entier, venu.e.s réseauter dans une de ses écoles de commerce.

Un nouveau président d'extrême-droite en Colombie !



Le 21 juin, Abelardo de la Espriella a été élu président de la Colombie, continuant ainsi la prise de pouvoir par l'extrême-droite en Amérique du Sud, après Milei en Argentine et Nayib Bukele au Salvador.

Élu sur un programme ultra sécuritaire, de lutte contre les narcotrafiquants, et les guérilleros, dans un pays où 28 % de la population est sous le seuil de pauvreté, en particulier dans les zones rurales, celui qui se fait surnommer « Le Tigre », n'a pas manqué de faire du salut militaire sa signature.

Il a également marqué son soutien indéfectible à Trump aux États-Unis et à Nethanyaou en Israël, deux états en voie de fascisation.

Enfin, pour compléter le tableau, **Abelardo de la Espriella est un anti-féministe notoire, qui souhaite revenir sur le droit à l'avortement, pour « mettre Dieu au centre de chaque décision »,** et ne manque pas de se présenter comme un « mâle alpha », très fier de ses « cojones » dans chacune de ses interviews. **Les prochains mois nous montreront les conséquences de sa politique sur la vie des Colombien-ne-s.**

Les actus du CALED

La prochaine réunion du CALED aura lieu le jeudi 10 septembre à 18h30 à l'Union départementale, venez nombreux-ses pour participer à l'écriture de la prochaine lettre et pour échanger sur la lutte contre l'extrême-droite !

Nous avons aussi une **nouvelle adresse mail : caled35@cgt35.fr,** n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez faire des remarques, ou que nous venions faire des interventions lors de vos réunions syndicales !